

m'inquiète évidemment de cette ouverture, même progressive, du 11 mai. Beaucoup d'enseignants, de personnels des collectivités territoriales, d'élus locaux et de parents sont très préoccupés et certains, même, semblent prêts à refuser les consignes de reprise du gouvernement.

En réalité, nous sommes en face d'une terrible contradiction. D'un côté, nous savons que "l'école à la maison" a mis à distance un nombre important d'élèves, bien au-delà des 5 à 8% indiqués par le ministre. Les élèves décrocheurs ou en passe de l'être, ceux qui ne disposent pas d'un environnement matériel, psychologique et social favorable, ceux qui ont besoin du collectif pour se sentir épaulés, sans compter les élèves porteurs de handicaps, les élèves de lycées professionnels privés de stages et d'enseignement en ateliers, etc. On n'insiste pas suffisamment, aussi, sur le besoin de nombreux enfants et adolescents d'avoir des relations avec leurs pairs, sur le sentiment de solitude qui en accable beaucoup aujourd'hui et sur les situations de détresse psychologique qui peuvent en résulter. Donc, il faudrait ouvrir les écoles...

Mais, en même temps, il semble que les risques que cela représente soient considérables : comment imaginer que des enfants de maternelle ou même de collège respectent scrupuleusement les "gestes barrière"? Ne peut-on pas voir redémarrer l'épidémie avec, comme nouvelles victimes (n'oublions pas qu'ils en ont été les premières) les enseignants, puis les parents et les grands-parents? Et comment imaginer que, dès le 11 mai, toutes les écoles aient été désinfectées, tous les per-

sonnels et élèves équipés de masques, toutes les personnes concernées testées? Je n'y crois pas vraiment. Je ne crois même pas que cela puisse être fait avant le 4 juillet et permettre d'accueillir progressivement douze millions d'élèves. Face à cette contradiction, il y a, peut-être, une hypothèse à explorer : n'accueillir dans les écoles que les élèves repérés comme ayant décroché ou étant en situation très difficile, avec des enseignants volontaires, en tout petits groupes et en prenant les précautions sanitaires maximales. Ce serait aux directeurs et directrices, aux chefs d'établissement, avec les équipes enseignantes, de contacter les familles concernées et de leur expliquer la chance qui leur serait ainsi offerte pour qu'ils puissent redémarrer l'année prochaine dans de bonnes

conditions. Les autres élèves pourraient continuer à suivre un enseignement à distance. Cela aurait le mérite de montrer que l'école fait le choix de la solidarité (avec les enfants de soignants et de parents réquisitionnés) et de la justice sociale, en luttant concrètement contre les inégalités les plus flagrantes.»

« COMMENT IMAGINER QUE DES ENFANTS DE MATERNELLE OU MÊME DE COLLÈGE RESPECTENT SCRUPULEUSEMENT LES GESTES BARRIÈRE ? »

Les enseignants ont assuré la continuité pédagogique. Seront-ils davantage considérés, écoutés, lorsqu'il s'agira de repenser l'école ?

« Je l'espère de tout cœur. Leur mobilisation a été extraordinaire et les parents s'en sont rendu compte. Ils ont pu voir aussi à quel point enseigner n'était pas une chose simple mais bien un métier d'expert.

Je voudrais que, maintenant, on les mène moins : qu'on arrête de changer en permanence les programmes et de bousculer systématiquement les institutions à chaque arrivée d'un nouveau ministre. Qu'on les consulte sur des durées suffisantes pour qu'ils puissent vraiment se concerter et faire des propositions. Qu'on cesse de leur imposer les "bonnes méthodes", qui auraient été validées en laboratoire mais dont rien ne dit qu'elles peuvent être appliquées mécaniquement sous forme de protocoles standardisés. Qu'on leur assure une vraie formation continue qui ne consiste pas seulement à leur transmettre des instructions de manière

exclusivement descendantes... Enseigner n'est pas un métier d'exécutant, c'est un métier de concepteur : il faut créer du collectif et accompagner chacun dans sa singularité, il faut s'ajuster à chaque classe à chaque instant, il faut incarner les valeurs républicaines et transmettre les savoirs. C'est un métier formidable mais complexe, qui doit absolument être revalorisé, tant sur le plan matériel que symbolique. »

Instruire, éduquer, ouvrir l'esprit, est-ce encore le rôle que joue l'école ? Ou n'est-elle devenue qu'un lieu sélectif ?

« Je crois que l'école joue encore ce rôle dans de très nombreuses classes mais que la concurrence et la sélection sont en train de la gangrener. Dès 1967, les enfants de Barbiana écrivaient dans leur Lettre à une maîtresse d'école, que "l'école se compor-

te comme un hôpital qui soigne les bien portants et exclut les malades !".

C'est pire aujourd'hui. Les évaluations internationales sont déclinées en une multitude d'épreuves tout au long de la scolarité. Et l'on connaît bien les effets de ce phénomène "teaching by the tests" ! On n'enseigne plus que ce qui est évalué de manière systématique et quantifiable, au détriment de la pensée critique, de la créativité, de la coopération.

Il faut dire que le comportement de certains parents accroît considérablement la pression sur l'école : le zapping scolaire, le choix des options et des filières, la fuite vers des établissements élitistes... Tout cela donne

aux enseignants le sentiment que seuls les résultats chiffrés à court terme comptent ! Attention, je ne dis pas que ces résultats ne sont pas importants mais ce serait très grave s'ils devenaient hégémoniques et faisaient oublier que l'école de la République est aussi le lieu d'un apprentissage

de la liberté de pensée, de l'égalité du droit à l'éducation pour toutes et tous et de la fraternité en actes, grâce à l'entraide et à la découverte du bien commun. Après cette crise, je souhaite que la nation soit très vigilante à cela. »

Que faudrait-il faire pour laisser moins d'enfants, surtout ceux qui ont décroché encore

d'avantage pendant le confinement, sur le bord du chemin ?

« Il faudrait un immense effort dans deux domaines : la formation pédagogique des enseignants et la volonté de donner, enfin, "plus et mieux à ceux qui ont moins". Il faut dire que, malgré la politique d'éducation prioritaire, un élève de zone "sensible"

coûte moins cher qu'un élève d'un bon collège ou d'un bon lycée de centre-ville. Car, dans les zones sensibles, les professeurs sont plus jeunes, souvent contractuels ou vacataires et donc moins bien payés ; ils mutent très vite. Le nombre d'options est réduit... Tant et si bien que l'effort pour l'éducation prioritaire est un peu un "cache-sexe" : entre un élève de cinquième de banlieue et un élève de classe préparatoire aux grandes écoles d'un grand lycée, nous privilégions le second au détriment du premier ! Pour ma part, je suis partisan de proportionner la dotation aux établissements (en budget consolidé, c'est-à-dire avec les salaires compris) au niveau de difficulté sociale des élèves qu'ils scolarisent. »

Vous demandez combien de temps l'école va rester un angle mort. Que voulez-vous dire ?

« L'école n'est pas un angle mort dans les préoccupations des politiques et des parents. Mais je trouve qu'elle l'est beaucoup du point de vue de la préparation de la "société d'après". On cite souvent Nelson Mandela : "L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde." Mais, aujourd'hui, si on parle, à raison, d'économie et d'écologie, de réforme du système de santé et de construction d'un numérique libéré des Gafam, de coopération internationale et d'aide aux plus démunis, on ne dit pas assez, à mes yeux, que l'éducation et l'école doi-

vent jouer un rôle essentiel dans la construction d'un monde plus solidaire. À cet égard, toutes les pédagogies ne se valent pas : certaines permettent de faire découvrir les vertus de la solidarité. D'autres, au contraire, exaltent la concurrence. »

L'annulation du bac 2020 était devenue inévitable. N'est-ce pas la fin d'un rite et l'avènement définitif du contrôle continu ?

« Je n'en sais rien. J'espère qu'une décision prise dans l'urgence sous la pression des événements ne va pas être le moyen de "passer au forceps" une réforme discutable. Discutable parce que le contrôle continu systématique, sans garanties nationales fortes, peut nous conduire à des "bacs maison" très inégaux. Discutable parce qu'on confond le vrai contrôle continu avec un système de partiels qui revient à instituer l'examen permanent. Discutable, surtout, parce que cela évite de s'interroger sur la nature des épreuves d'évaluation, qui sont, véritablement, ce qui compte. Pour ma part, je suis favorable à un examen construit sur le principe des unités de valeurs, excluant la compensation absurde d'une note faible dans une matière par une note plus forte dans une

autre, et comportant la présentation devant un jury de "chefs-d'œuvre" (dossiers, créations, engagements, etc.) élaborés au long cours avec un accompagnement exigeant. Les systèmes de l'examen et du contrôle continu me paraissent assez obsolètes : ils renvoient à une vision taylorienne de l'apprentissage et de la formation de l'homme... qui n'est surtout plus de mise aujourd'hui si nous voulons que le "monde d'après" soit plus humain. »

Propos recueillis par Pierre Taribo

► Philippe Meirieu publiera, en août 2020, **Ce que l'école peut encore apporter à la démocratie**, aux Éditions Autrement

« ENSEIGNER CE N'EST PAS UN MÉTIER D'EXÉCUTANT, C'EST UN MÉTIER DE CONCEPTEUR. »

« IL FAUT DIRE QUE LE COMPORTEMENT DE CERTAINS PARENTS ACCROÎT LA PRESSION SUR L'ÉCOLE. »

« LES SYSTÈMES DE L'EXAMEN ET DU CONTRÔLE CONTINU ME PARAÎSSENT ASSEZ OBSOLÈTES. »

« IL Y A PEUT-ÊTRE UNE HYPOTHÈSE À EXPLORER : N'ACCUEILLIR DANS LES ÉCOLES QUE LES ÉLÈVES REPÉRÉS COMME AYANT DÉCROCHÉ OU ÉTANT EN SITUATION TRÈS DIFFICILE. »